

L'ÉVÈNEMENT

« Leur objectif ? Comment continuer sans que ça explose »

INTERVIEW

Membre des économistes atterrés Benjamin Coriat enseigne à l'université de Paris XIII. Il décrypte les stratégies du patronat international, aujourd'hui réuni à Aix-en-Provence.

La Marseillaise : Quelle est l'importance de ce type de réunion que l'Élysée présente comme une contribution au G7 ?

Benjamin Coriat : J'ai eu l'occasion de participer à une réunion similaire - le World economic forum - et j'ai pu mesurer ce qui s'y passe. L'intérêt n'est pas dans les conclusions qui sont rendues mais dans les discussions qui s'y tiennent. Que cherchent ces gens qui représentent des 1 aux 10 % les plus riches ? Ils sont à la recherche d'un diagnostic partagé sur l'état du monde. Dans ce monde qui change très vite, ils ont besoin d'un constat commun pour ensuite décider comment travailler. Et quel est leur objectif ? Comment faire pour durer ? Ce sont les grands bénéficiaires du monde actuel mais ils savent aussi qu'ils sont assis sur une glace en train de fondre. Et pour durer, pour continuer, ils fabriquent des éléments de langage. C'est à cela que sert ce type de réunion et c'est très important.

Quelle est leur stratégie concernant la mondialisation ?

B.C. : Incontestablement, la mondialisation est à un tournant. Les États-Unis qui en étaient jusque-là les grands profiteurs, ont décidé de mettre le hola, plongeant les autres dans l'inconfort. Tout le monde savait que la mondialisation sous sa forme débridée atteignait ses limites mais personne ne pensait en sortir à la façon de Trump. Leur souci d'aujourd'hui est donc comment gérer la sortie du libre-échange. Si on se réfère à l'accord que l'Union européenne veut conclure avec le Mercosur, on voit surtout resurgir un vieux concept. C'est un accord des années 1970, irrespectueux de la nature comme des travailleurs, qui a peu de chance d'aboutir. Cela souligne la faiblesse de leurs réponses actuelles. Mais leur grand problème reste les inégalités : non pour les combattre comme ils



« Les deux problèmes du patronat sont les inégalités et le climat » souligne Benjamin Coriat, deux éléments qui les empêchent de poursuivre le business as usual. PHOTO DR

l'affirmer, sinon ils ne feraient pas ce qu'ils font. Leur problème est de savoir comment continuer sans que cela n'explose.

En Afrique, n'y a-t-il pas un affrontement entre capitalisme, avec la Chine qui y investit et ceux qui n'y voient encore qu'une zone où puiser des ressources ?

B.C. : C'est un vrai terrain d'affrontement car la Chine y assure effectivement ses bases arrières, contrôlant les matières premières et en mettant en place les conditions pour y produire. Mais je ne pense pas que ce soit un enjeu majeur. Les deux problèmes du patronat sont les inégalités et le climat.

Quelle est la stratégie sur le climat justement : s'exonérer des responsabilités ?

B.C. : Ils en rêvent mais je ne pense pas qu'ils y arrivent. Tout le monde a compris ce qui s'est passé dans le monde automobile avec des firmes qui n'hésitent pas à payer des ingénieurs pour qu'ils construisent des logiciels pour frauder les émissions de CO2. Tout le monde sait également que 70 % de la finance va dans les hydrocarbures alors qu'ils doivent rester sous le sol si on veut avoir une chance de rester sous les 2 °C d'augmentation. La pression est forte et je pense que le grand changement va venir de là. Bien plus que de la pression liée aux inégalités car, dans ce domaine, le mouvement s'est souvent

trouvé désarmé. Ce n'est pas le cas pour le climat. Dès lors, tout le problème consiste à trouver une riposte.

La croissance verte ?

B.C. : Effectivement. Affirmer qu'on ne pourra faire face au défi de la transition qu'avec la technologie et la croissance verte. C'est le mythe qu'on veut nous vendre aujourd'hui. Mais c'est une mystification. Ce qui se joue en fait, c'est le procès du capital, de ce qui nous a conduits dans la situation complètement folle dans laquelle on est aujourd'hui. Il y a nécessité de changer de trajectoire mais c'est leur hantise. D'où l'invention de la croissance verte ou l'idée qu'il ne peut y avoir d'emplois sans croissance.

Et quelle est la stratégie face au populisme ?

B.C. : On a une vision fautive de France dans la mesure où Macron, très proche des grands patrons, a déclaré la guerre au populisme pour des raisons conjoncturelles : obtenir la bipolarité politique. Mais quand on regarde le Brésil, on voit bien que bourse et industrie se sont alignées derrière Bolsonaro et sans aucun état d'âme.

En Italie, je ne crois pas que le patronat ait vu d'un mauvais œil la montée de Salvini. Idem dans les pays de l'Est : le patronat n'est pas opposé aux leaders d'extrême droite au pouvoir. Partout, les rapprochements sont déjà faits.

Entretien réalisé par Angélique Schaller

Entre le FMI et la Banque centrale européenne Christine Lagarde fait escale ce vendredi en Provence



FINANCE

Ex-ministre de Sarkozy, l'actuelle patronne du FMI devient la banquière de l'Union européenne.

C'est la femme qui compte dans le capitalisme mondialisé. Avant d'être nommée hier présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, 63 ans, fut la première femme à piloter le prestigieux cabinet d'avocats d'affaires Baker McKenzie, la première femme à occuper le poste de ministre de l'Économie et des Finances (2007-2011) sous la présidence de Nicolas Sarkozy, et la première à devenir directrice générale du Fonds monétaire international en 2011 avant d'être reconduite dans ses fonctions en juillet 2016. Son second mandat devait s'ache-

ver en 2021.

Elle sera l'invitée vedette de la réunion des patronats du G7 ce vendredi à Aix. Ancienne élève de Sciences Po Aix, compagne de l'homme d'affaires Xavier Giocanti très implanté à Marseille, Christine Lagarde avait l'habitude de se rendre en juillet en Provence à l'occasion du cercle des économistes.

Apprenant l'issue des tractations entre pays européens, Christine Lagarde a réagi dans un français approximatif sur Twitter : « Je très honorée d'avoir été nommée pour la présidence de la Banque centrale

européenne (BCE). »

Une désignation qu'elle doit au président Macron qui s'était entretenu avec elle en marge du sommet du G20 à Osaka le 29 juin. Celui-ci ne lui a pas tenu rigueur de la décision de justice française qui l'a déclaré coupable en 2016 d'une « négligence » très coûteuse pour l'État quand elle était ministre dans l'affaire Tapie-Crédit lyonnais. Il faut dire que par égard pour sa « réputation internationale », Christine Lagarde avait été dispensée de peine. Qui a dit que la finance était un univers impitoyable ? L.P.

ÉDITORIAL

Françoise Verna

La grande arnaque

Ce n'est pas une blague : la lutte contre les inégalités est le « combat » affiché cette année par le groupe des 7 (G7) rassemblant les pays parmi les plus riches de la planète : États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Canada, Japon, Allemagne et France auxquels s'ajoute l'Union européenne. Le grand raout aura lieu à Biarritz du 24 au 26 août sous la présidence française. En amuse-bouches, les organisations patronales de ces pays se réunissent à partir d'aujourd'hui à Aix-en-Provence. Au menu des débats de ce Business 7 (B7), la promotion d'une « croissance économique inclusive » et d'une « gouvernance pour le XXI^e siècle ». Derrière ce vocabulaire abscons se joue en réalité une véritable bataille idéologique et donc culturelle.

La fable de la croissance verte

Car pour le patronat mondial, il n'est plus tenable d'ignorer l'urgence climatique et le creusement croissant des inégalités, notamment dans les pays industrialisés, s'il veut continuer à faire des affaires et alimenter en dividendes les actionnaires. Pour cela, il faut tuer dans l'œuf les jacqueries contemporaines à l'instar du mouvement social des Gilets jaunes et repeindre en vert le capitalisme.

Contre la révolte des Gilets jaunes, la répression d'État a fait son œuvre. Quant à la fable de la croissance verte, la manœuvre est grossière. Il est temps d'arrêter de prendre le citoyen pour un imbécile en défendant, comme le fait Macron, l'accord de Paris sur le climat (pourtant très peu ambitieux) tout en se réjouissant des accords de libre-échange, sources de dégradations pour la planète.